

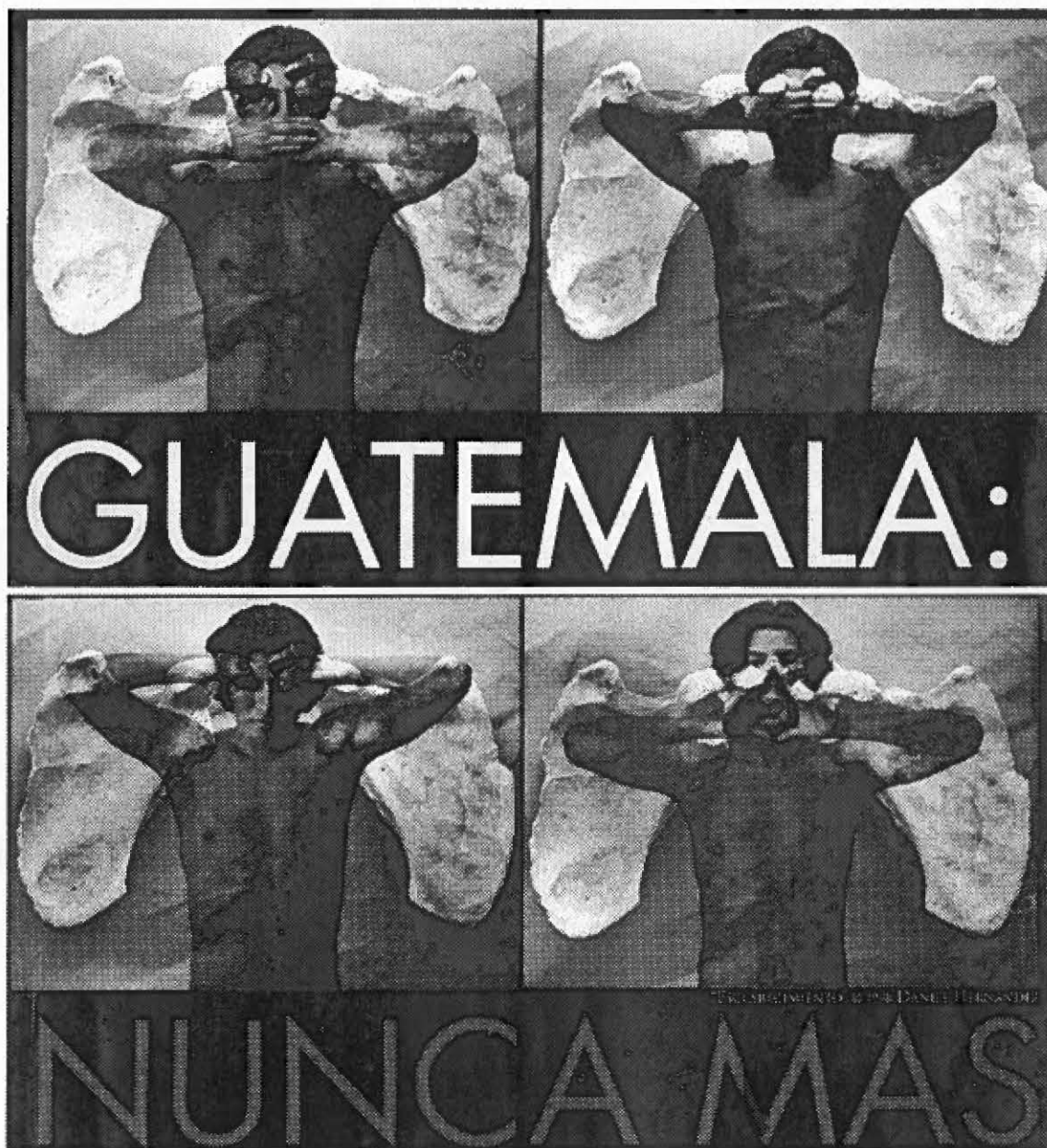


PROJET ACCOMPAGNEMENT Québec - Guatemala

Bulletin d'information

BIMESTRIEL

nov. - déc. 1999, no. 21, Montréal, Qc



REMHI : Rapport sur le projet interdiocésain de la Récupération de la Mémoire Historique

Et ça continue... p.2
Nouvelles de Québec p.2
Journal d'un
accompagnateur p.3

ARDIGUA devient ARDDIGUA p.4
Aller ou retourner au Guatemala p.5
Potins des ex-accos p.5
Nouveau vidéo p.5

Nouvelles du Guatemala
p. 6-7
Fin de Cerigua français p.8



Et ça continue...



Voilà, les élections du 7 novembre sont passées, avec les résultats attendus. Et c'est avec peu d'enthousiasme qu'on attend le deuxième tour du 26 décembre, et la victoire du FRG (Front Républicain Guatémaltèque), le parti d'extrême-droite.

Quant à l'analyse de ces résultats, la discussion est ouverte: pouvoir économique et financier du FRG, le bas âge de la majorité de la population, n'ayant pas vécu directement les atrocités des années '80, l'éternel isolement des communautés autochtones, le tout agrémenté de la démagogie des politiciens (un discours populiste promettant même la lutte aux inégalités sociales), les paris sont ouverts...

Toutefois, pour reprendre l'idée d'un analyste proche du PA, ces résultats auront au moins comme effet positif d'alguiser suffisamment les contradictions pour amener la société civile à prendre parti et à s'impliquer dans la lutte pour la démocratie, contre l'impunité, et l'accomplissement des accords de paix.

Quant à nous, le travail de solidarité continue de plus belle.

À l'occasion des élections, Marc Drouin, notre coordonnateur au Guatemala a accordé une entrevue à Radio Centre-Ville. En dehors des élections, Marc a un emploi du temps digne d'un film de Indiana Jones. Vous pourrez le juger par vous-même en lisant son "Journal d'un accompagnateur". Vous constaterez en même temps qu'il a besoin de renforts et c'est pourquoi nous travaillons à lui en envoyer le plus tôt possible. Une formation a eu lieu à la fin novembre, dans la région de Québec avec 4 candidats-es, dont 3 ont été acceptés et 2 prêts-es à partir en janvier ou février.

Nous prévoyons donner une autre formation en février, donc si vous connaissez quelqu'un-e intéressé-e par l'accompagnement, appelez-nous...

Depuis la dernière Assemblée des membres tenue à Montréal, nous accueillons un nouveau membre au PAQG tout à fait spécial. Il s'agit du juge Henry Monroy, qui a dû s'exiler du Guatemala suite à des menaces en raison de son implication dans le cas du procès Gerardi. Me Monroy s'est engagé à participer aux activités d'information et de sensibilisation du PAQG. Nous lui souhaitons la plus cordiale des bienvenues.

Le Comité du PA de la ville de Québec est toujours aussi actif et les membres ont démontré leur sens de l'organisation en remportant un grand succès lors de la soirée publique du 3 novembre dernier à la Bibliothèque Gabrielle-Roy. (Voir article de Québec.)

Vous trouverez en plus, comme à chaque parution, des nouvelles du Guatemala, tirées principalement de CERIGUA, une agence de presse au Guatemala qui publiait à chaque 2 semaines des nouvelles en français (L'Hebdo du Guatemala) et qui fermera ses portes malheureusement. Marie-Hélène Côté, membre honorable de notre comité de coordination, nous offre un texte sur ARDIGUA, le regroupement de réfugiés-es dispersés-es revenu au Guatemala de façon collective et mettant à l'essai un nouveau mode d'association.

Nous tentons aussi de faire paraître à nouveau les Potins des Ex-accompagnateurs-trices.

Enfin, nous vous invitons ardemment à remplir le petit coupon à l'endos pour renouveler votre membership et aider par le fait même à participer financièrement à la réalisation de ce merveilleux bulletin que vous tenez entre vos mains...

À la prochaine,

Suzy Potvin. Coordonnatrice.



Nouvelles de Québec

Depuis la soirée d'information du 3 novembre, le PAQG de Québec est en bonne forme. Le taux de participation à l'activité – près de 55 personnes – a montré aux membres de la section Québec qu'ils ne préchaient pas dans le désert... Encore un gros merci à tous et toutes qui avez participé à la réussite de cet événement.

Le PAQG de Québec a aussi dernièrement été en charge d'organiser la formation du 26-27-28 et 29 novembre à St-Benoit-Labre (Beauce). Suite à l'évaluation des formateurs et des participants, nous pouvons considérer que cette formation intensive a été une réussite totale.

Une activité d'éducation a aussi été organisée dernièrement par la section de Québec aux EU, plus précisément à l'Université de Plattsburgh. Plus de 90 personnes étaient présentes dont plusieurs professeurs de l'université.

À Québec les activités vont bon train même si elles ont été un peu ralenties par la fin de session. La dernière réunion du millénaire (impressionnant, non?) des membres du PAQG de Québec aura lieu le 20 décembre 1999 à 19:00 au SS-028 de l'édifice Jacques-Cartier (Édifice de la bibliothèque Gabrielle-Roy). Bienvenue à tous et à toutes!

Charles Gaucher et Stéphanie Tardif du PAQG Section Québec



Journal d'un accompagnateur.

par Marc Drouin



Notre coordonnateur au Guatemala, Marc Drouin, a dû à différentes reprises jouer le rôle d'accompagnateur lorsque des demandes se sont présentées de la part de nos partenaires.

Marc a entre autre été présent lors du verdict de l'ex-commissionnaire Candido Noriega. Voici donc les messages qu'il nous a envoyés et qui prennent un peu la forme d'un journal...

Pour les besoins de traduction des acronymes, disons que ODHAG, est le Bureau des droits humains de l'archevêché du Guatemala, Famdegua, l'association des familles de disparus du Guatemala, et Confregua, la Confédération des religieux du Guatemala.

Dimanche le 14 novembre 1999.

Salut,

Enfin revenu à la capitale tôt vendredi matin avec ODHAG et Famdegua. Le problème, du moins dans le cas de l'exhumation qui nous concerne, n'est plus le Ministère Public, mais la pluie qui tombe dans l'Alta Verapaz depuis une semaine. Nous sommes arrivés à Coban jeudi pour apprendre que la route à Chisec était inondée et impraticable. Avons attendu à vendredi pour tenter notre chance vers 4h30 du matin. Pas plus de chance donc nous sommes revenus à la capitale. Arrivé à la maison, il y a avait un message de Confregua qui demandait si on voulait aller à Santa Cruz del Quiché pour la sentence dans le cas Noriega, donc je suis aussitôt parti pour le Quiché avec eux...

Le jugement devait être livré à 15h00 mais les trois juges - deux femmes, un homme - ne sont pas entrés dans la salle d'audience avant 16h00. Il y avait plein de monde, assis, debout, à l'extérieur de la Cour, et beaucoup d'agents de la PNC, dont quelques-uns qui ont profité du délai pour placoter avec l'accusé, lui serrer les mains menottées, faire des blagues, etc. L'ambiance dans la salle comble était tendue... Enfin, le greffier a commencé à lire les premières parties du jugement, dont la longue liste des accusations, un long résumé des témoignages, les preuves déposées, etc., enfin une récapitulation des 22 jours d'audiences qui avaient commencé le 23 septembre. En tout, presque trois heures de lecture

ininterrompue, ponctuées parfois par des bâillements d'ennui et quelques ronflements...

Vers 18h35, la lecture s'est avérée plus intéressante. D'abord, la Cour innocentait Noriega de plusieurs chefs d'accusations, dont enlèvement, incendie criminel, viol, et certains cas d'assassinat, faute de preuves. Dans certains cas, selon la Cour, les crimes étaient prescrits dans le temps donc ne pouvaient plus être jugés (normalement le temps prévu pour la prescription équivaut aux deux-tiers de la sentence maximale ordonnée selon la loi pour un crime ou un délit). On était plusieurs à penser à Portillo et les assassinats prescrits de Chilpancingo... Nonobstant, le malaise visible parmi les gens de Tuluché et leurs sympathisant-e-s à ce moment là, la Cour à 18h44 vendredi le 12 novembre 1999 jugeait Candido Noriega coupable de six assassinats et deux homicides pour un peine cumulative de 220 ans de prisons. Cependant, étant donné certaines circonstances atténuantes que la Cour n'a pas expliquées (ou que je n'ai pas compris...), l'accusé a été condamné à 30 ans de prison fermes et <<incommutables>>, moins les sept ans déjà passés derrière les barreaux.

La Cour ajoutait qu'au moins deux témoins de la défense seraient poursuivis pour parjure et que l'enquête sur les massacres à Tuluché devait s'étendre afin de faire la lumière sur le degré de responsabilité des autorités militaires du Quiché à l'époque de la violence. À 18h49 des copies du jugement ont été remises aux parties et les trois juges se sont aussitôt faulillés parmi la foule pour disparaître dans la nuit... Les gens de Tuluché, leurs avocats et leurs sympathisant-e-s ont été les premiers à vider la salle d'audience, suivis des représentants des médias et plus tard, vers 19h00, de l'accusé vêtu de son sombrero blanc et de sa veste pare-balles, de plusieurs membres de sa famille et de son escorte policière d'une vingtaine d'agents. Pour la première fois j'ai vu Candido essayer de se cacher des photographes et ses filles tenter d'empêcher la prise de photos.

Déjà âgé de 62 ans, Candido risque de finir sa vie en prison. Son avocate ira sûrement en appel mais pour l'instant les avocats du Ministère Public et de Confregua se disent satisfaits de la rigueur du jugement et de la sentence, bien que selon un avocat de Confregua il est grand temps de poursuivre les complices de Noriega et les militaires responsables, dont le commandant de la zone militaire no. 20 du Quiché. Donc, cette dernière manche juridique se termine bien, mais la guerre est loins d'être finie.

Nous sommes revenus à la capitale vers minuit vendredi soir, pas mal fatigués mais satisfaits aussi des résultats. Il y aura une réunion demain à Confregua pour expliquer les nuances et détails du jugement, ainsi que les possibles conséquences du jugement. Confregua demande déjà des accompagnateurs pour Tuluché pour les prochaines semaines, demande que nous examinerons en mini-foro vendredi après-midi. Toujours pas certain de ma prochaine sortie al campo, tout dépend de la météo dans le cas d'une exhumation et du MP dans l'autre.

À bientôt,
MD

Mardi le 23 novembre 1999

Salut,

De retour à la capitale. Six jours avec ODHAG et Famdegua à Seguachil, Alata Verapaz, près de Chisec, pour une exhu et je suis parti pour Xaman tout de suite après (dimanche) pour accompagner le monde de Xaman, de Xaman à Coban, pour l'appel lundi de la sentence dérisoire contre les soldats... Le hic c'est que personne de Xaman n'avait prévu aller à Coban pour ça. Donc debout à 4:00 du matin pour marcher les quatre ou cinq km pour attendre le bus pour Coban. Et je suis arrivé en retard à Coban pour l'audience... Bref, beaucoup de route pour peu de résultats. La décision par rapport à l'appel sera rendue le 6 décembre et j'essaierai d'y aller. Autre exhu commencée aujourd'hui dans le bout de Rabinal que j'essaierai de rejoindre vendredi ou samedi. Peut-être une autre qui commence à Chimaltenango vendredi aussi, à confirmer. Tout cas y a du boulot.

MD



ARDIGUA devient ARDDIGUA



ARDIGUA rencontre des difficultés pour devenir "l'Association Révolutionnaire pour la Démocratie et le Développement Intégral du Guatemala" (ARDDIGUA)

Par Marie-Hélène Côté

ARDIGUA, qui a vu le jour le 25 avril 1992, se caractérise par la population qu'elle représente -environ 1550 réfugiés dispersés qui n'étaient pas reconnus officiellement et n'avaient pas de documents personnels- et son projet de réintégration sur des terres de la Côte Sud et de la Boca Costa organisées en entreprises populaires productives (EPP). De fait, toutes les négociations entreprises par l'association visaient des retours dans ces zones, traditionnellement exploitées par de grands propriétaires, parce qu'elles représentent un plus grand potentiel de développement social et économique pour les familles et les communautés de retournés. ARDIGUA soutient que "la viabilité du développement des secteurs sociaux marginalisés est seulement possible si ces secteurs ont accès au capital et à la terre" (ARDIGUA, *Cronica de las negociaciones de tierras*, mars 1999). C'est donc pour cette raison ainsi qu'à cause d'un manque de reconnaissance officielle que les retours d'ARDIGUA ont tardé à se concrétiser. Après de longues années d'acharnement, les membres de l'association ont vu leur rêve se réaliser en trois communautés productrices de café structurées en EPP. Ce modèle socio-économique conçoit la terre comme une propriété collective administrée par l'association paysanne de chaque communauté au sein de laquelle hommes, femmes et enfants sont associés. Par conséquent, les profits générés sont redistribués de façon égalitaire entre les associés en conservant une partie qui sera investie dans des projets de développement économique et social dans les communautés. Ainsi, lors des retours d'ARDIGUA, tous les espoirs étaient permis.

Depuis l'installation de son troisième et dernier bloc de retour sur la plantation Magnolia Miramar, en avril dernier, ARDIGUA (Association des réfugiés dispersés du Guatemala) a officiellement changé de nom et de mandat. Si cette nouvelle orientation avait déjà été envisagée et même élaborée durant l'exil, un ensemble de raisons ont contribué à ce qu'elle soit rendue publique lors du dernier retour.

D'abord, la mission de représenter les réfugiés dispersés n'était plus pertinente puisque tous ceux qui s'étaient organisés avec ARDIGUA ont maintenant des terres. Par conséquent, les bailleurs de fonds qui permettaient le fonctionnement d'ARDIGUA ont coupé les vivres, laissant l'association dans une situation économique très précaire. D'ailleurs, pour assurer des conditions matérielles minimales à ses derniers retournés, ARDIGUA a dû faire un appel général à la solidarité: argent, vêtements, nourriture, outils, etc. Ainsi, pour trouver un appui économique le plus rapidement possible, l'association a redéfini son mandat et l'a systématisé dans un nouveau document de présentation à l'intention de futurs collaborateurs. De plus, quatre dirigeants provenant du bureau de la capitale et des communautés de retour ont entrepris une tournée de sensibilisation et de recherche d'appuis en Europe, en avril 1999, au cours de laquelle ils se présentaient sous leur nouveau jour. Ensuite, dans le contexte guatémaltèque d'après-guerre et de reconstruction de la société civile, ARDIGUA voulait réaffirmer sa volonté de continuer à travailler avec les bases populaires plutôt que de participer à la vie politique. Et finalement, l'association voulait faire connaître ses nouveaux objectifs de travail aux retournés et préciser les termes de leurs engagements mutuels maintenant qu'ils ont atteint leur principal objectif.

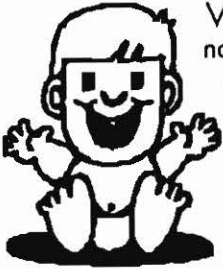
Toutefois, vu les difficultés financières de l'association, on en est toujours à la phase de consolidation, on ne peut passer à la phase de développement et de nombreux projets élaborés depuis longtemps dorment dans les bureaux d'ARDIGUA en attendant un financement difficile à trouver. Cette situation est d'autant plus déplorable puisque le mandat de la nouvelle Association Révolutionnaire pour la Démocratie et le Développement Intégral du Guatemala déborde des communautés de retournés pour s'étendre aux paysans, ouvriers et groupes communautaires, surtout autochtones et pauvres. La nouvelle ARDDIGUA se veut une organisation de type populaire visant une participation plus ample de la population guatémaltèque marginalisée dans le but de trouver une solution à la problématique sociale du pays.

Elle prévoit organiser et représenter les secteurs marginalisés dans leur lutte pour leurs droits sociaux, politiques et culturels. De plus, elle souhaite travailler à la promotion et à l'application des accords de paix. Les dirigeants expliquent donc le fameux qualificatif "révolutionnaire" qui a beaucoup fait parler par cette vaste responsabilité pour le changement social au Guatemala (ARDIGUA, document de présentation, mars 1999).

Lors de mon séjour au Guatemala l'été dernier, les retournés prenaient tout juste connaissance du nouveau mandat de leur association. S'ils ne voyaient aucune objection à partager leurs expériences et à lutter en solidarité avec d'autres secteurs de la société civile guatémaltèque, ayant été pour leur grande majorité militants durant les années de répression, ils ne comprenaient pas comment ARDIGUA pouvait essayer d'élargir son mandat alors qu'elle a peine à offrir tout l'appui désiré à ses trois communautés. En effet, les retournés se plaignaient d'un manque d'appui technique (agronomie, administration, projets sociaux) et de communication (visites aux communautés peu fréquentes, absence de moyen de communication avec le bureau de la capitale) de la part d'ARDIGUA. Vivant de ses économies depuis janvier 1999 et comptant cinq employés permanents au bureau de la capitale, ARDIGUA ne sait plus où donner de la tête. Conscients de la situation et encore affectés par le conflit qui a mené à la division de leur première communauté de retour (fincas Buenos Aires et El Eden), les dirigeants se concentrent sur le plus urgent, mais ont tout de même commencé à appuyer des comités "pro-terre" notamment dans les régions de Nuevo Progreso et Todos Santos.

Il ne reste qu'à souhaiter que la longue expérience de lutte sociale des gens rassemblés au sein d'ARDIGUA, que leur rêve d'une "patrie démocratique" et que leurs projets intéressants d'alternatives pour le développement économique et social rencontrent des appuis suffisants pour qu'ils puissent se concrétiser à travers la nouvelle mission d'ARDIGUA.

POTINS



Voici une petite rubrique que nous voudrions bien faire renaître, soit des nouvelles de ceux et celles qui ont vécu l'expérience d'accompagnement. Que sont-ils elles devenus-es?

Nous vous invitons à nourrir cette chronique mais pour commencer, nous sommes heureux de vous faire part d'une nouvelle pour le moins abracadabrante de 2 ex-accompagnatrices qui sont devenues maman depuis. Jusque là c'est une chouette nouvelle, mais là où ça devient abracadabrant, c'est le choix qu'elles ont fait du nom de leurs enfants, sans le savoir...

Annie Riendeau, accompagnatrice en 1996 a maintenant une petite fille toute potelée qui a assisté à sa première réunion du PAQG le 27 novembre dernier. Elle s'appelle MIRKA.

Nathalie Desgroseillers que vous avez peut-être reconnue lorsqu'elle paraissait tous les jours de 6h à 9h à Météo-Média juste avant d'avoir son bébé, a été accompagnatrice aussi en 1996. Elle a donné naissance à un petit garçon à la fin de septembre et l'a appelé: MIKA.

Coincidence! Et peut-être dans quelques années, Mirka et Mika se rencontreront dans une réunion?



ALLER OU RETOURNER AU GUATEMALA?

Pour ceux et celles qui seraient intéressés à tenter l'expérience de l'accompagnement, le PAQG tiendra une formation à la fin février 2000. Il y a certains critères bien sûr, comme parler l'espagnol ou avoir déjà une certaine expérience à l'étranger, mais n'hésitez à nous contacter pour en savoir plus long.

Nous lançons aussi un appel spécial aux ex-accompagnatrices et accompagnateurs du PAQG qui seraient tentés de répéter l'aventure pour deux, trois mois (ou plus). L'accompagnement des exhumations et des témoins des procès est une expérience différente de celle que vous avez vécue dans les communautés de retour ou lors des retours du Mexique. Il s'agit d'accompagner des témoins et victimes lors des procès, dans leurs déplacements ou dans leurs communautés (ex. les témoins oculaires du massacre de Xaman) ou d'offrir une présence internationale avant, pendant et après les exhumations. Nous faisons appel à vous parce que vous avez déjà une expérience d'accompagnement et une compréhension de la situation au Guatemala. Si le défi vous intéresse, veuillez nous contacter dès que possible.



LANCEMENT D'UN VIDEO SUR LE GUATEMALA

Le 13 décembre dernier avait lieu le lancement de la série de la Maison de Productions ADOBE, intitulée Le Feu Sacré. Or, un des 13 documentaires, tous sur de jeunes leaders à travers le monde, a été tourné au Guatemala. Le jeune leader guatémaltèque est Jesus Tecu Osorio, survivant du massacre de Rio Negro. Si vous vous souvenez, nous avons eu le plaisir de recevoir Jesus l'année dernière lors d'une tournée où il nous a livré son émouvant message.

Le vidéo est de grande qualité et s'adresse à des publics de tous âges. Il y est d'ailleurs question du PAQG, avec la participation de Alvaro Vargas qui était accompagnateur auprès de Jesus Tecu au moment du tournage.

Robbie Hart, suite à la présentation de la série a accepté de nous faire cadeau de deux copies du vidéo pour nos activités d'éducation! Nous l'en remercions sincèrement et ferons en sorte d'exploiter au maximum un outil de sensibilisation aussi réussi. Si vous êtes curieux de le voir, la série sera diffusée au Canal VIE (pour ceux et celles qui ont le câble), à compter du mercredi 19 janvier à 19h00 pour 13 semaines consécutives. Si vous n'avez pas accès au câble, qu'à cela ne tienne vous pouvez nous appeler pour emprunter le vidéo.

Leur site WEB:
www.adobe productions.com



Jesus Tecu Osorio, à l'âge de 19 ans, a été témoin de nombreux de ses parents et de ses frères et sœurs pendant la guerre civile au Guatemala. Aujourd'hui, il lutte pour faire valoir les corps des victimes et traduire les justice les coupables.

abinal, Guatemala
les droits de la personne

NOUVELLES DU GUATEMALA

Noticias de GUATEMALA

Source : L'Hebdo du Guatemala (Cerigua)

ÉLECTIONS : LE FRG REMPORTE LA PREMIÈRE MANCHE

Guatemala City, le 10 novembre. Lors des élections générales tenues le dimanche 7 novembre dernier, la population guatémaltèque s'est prononcée massivement en faveur du Front républicain guatémaltèque (FRG) ; cependant, son candidat à la présidence, Alfonso Portillo, devra attendre le deuxième tour pour savoir s'il gouvernera le pays.

Alors que le lendemain du scrutin, Portillo déclarait qu'il dépassait le 50 % des voix plus un nécessaire à une victoire au premier tour, les plus récents résultats ont révélé que seulement 47,7 % des électeurs l'avaient appuyés.

Quant à Oscar Berger, du Parti de l'avancement national (PAN) actuellement au pouvoir, son principal opposant dans la course, il a dû se contenter de 30,6 % de l'électorat, soit quelque 400 000 votes en moins que Portillo, alors qu'Alvaro Colom, de l'Alliance nouvelle nation (ANN) récolte 12,33 % des voix.

Selon les résultats préliminaires, le congrès sera constitué de 64 députés du FRG, 36 du PAN et 9 de l'ANN. Le parti qui rassemble l'Union démocratique et l'Organisation verte (UD-LOV) et le Parti libérateur national (PLP) ont chacun conquis un siège. Enfin, la population a choisi deux députés de la Démocratie chrétienne guatémaltèque, dont l'ex-président Vinicio Cerezo.

NORIEGA CONDAMNÉ À 220 ANS DE PRISON

Santa Cruz (Quiché), le 16 novembre. Après avoir été acquitté à deux reprises lors de procès antérieurs, l'ex-commissionnaire militaire Candido Noriega a finalement été jugé coupable du meurtre de six paysans, plus deux homicides, survenus lors de massacres à Tuluché (Quiché).

Le 12 novembre dernier, le Tribunal de sentences de Totonicapán a condamné Noriega, âgé de 62 ans, à purger 220 années d'emprisonnement, soit 20 ans pour chaque homicide et 30 ans par assassinat. Cependant, l'ancien code pénal prévoit une peine maximum de 30 ans, qui pourra, selon la défense, être imputée de moitié pour bonne conduite. Le procureur du ministère Public (MP), Elmer Fernando Martínez, avait réclamé une peine de 390 ans pour les crimes présumément commis par l'accusé.

Initié le 20 septembre dernier à Santa Cruz del Quiché, le procès a vu défiler 35 témoins. De nombreuses preuves ont été présentées au ministère Public, dont l'analyse légiste provenant de l'exhumation du corps d'une victime dans le village de Tuluché, municipalité de Chiché (Quiché), corroborant ainsi les dépositions des villageois.

Lors des deux procès précédents, malgré les dizaines de témoignages contre lui, Noriega

avait été déclaré non coupable de 155 chefs d'accusations, provoquant une cohue de protestations chez les groupes de défense des droits de la personne. À sa sortie du palais de justice de Santa Cruz del Quiché, Noriega, entouré de 25 effectifs de la Police nationale civile (PNC), a été reçu par les insultes de la foule.

Selon Mynor Melgar, avocat de la Conférence des religieux du Guatemala (CONFREGUA), co-plaignant dans la cause, « Noriega était un instrument de l'armée durant l'époque de répression, reflétant la politique gouvernementale qui visait à semer la terreur au Quiché dans le contexte du conflit armé ».

Aussi les juges ne se sont-ils pas contentés de punir Noriega : il y a d'autres militaires qui doivent aussi payer pour les crimes jugés, ont-ils dit.

Le verdict de culpabilité laisse donc le champ libre pour de nouvelles poursuites contre les membres de la Base militaire No 20 de Quiché et contre « tous les militaires qui ont abusé de leur pouvoir et qui ont permis à des assassins comme Noriega d'aller librement dans le Quiché, l'Alta Verapaz et partout dans la zone conflictuelle », a affirmé Melgar. L'avocat croit que des procédures judiciaires contre l'armée « auront une signification transcendante dans la lutte contre l'impunité » et se réjouit des nouvelles actions légales qui seront entreprises contre des haut-gradés militaires, et contre Juan Alesio Samayoa, le présumé complice de Noriega, deux témoins de la défense (pour faux témoignage) et un avocat de l'accusé.

Le procureur Martínez a lui aussi dénoncé avoir été victime de menaces de mort dans les derniers jours et a demandé la protection de l'État. Tout au long du procès, il a subi divers actes d'intimidation : entre autres, il rapporte qu'on a saboté sa voiture dans le but de lui causer un accident, qu'on lui a lancé des pierres et qu'il a reçu des appels téléphoniques anonymes chez lui.

Dans le village de Tuluché et aux alentours, on compte poursuivre les excavations afin de localiser les corps d'autres victimes des massacres de Noriega au début des années 80.





GERARDI : DEUX AUTRES TÉMOINS EN EXIL

Guatemala City, le 10 novembre. Après l'exil du procureur général au début octobre, voici que l'un des accusés, le père Mario Orantes, ainsi qu'un nouveau témoin, quittent subitement le pays.

Un nouveau témoin dans l'affaire de l'assassinat de monseigneur Juan Gerardi a présenté sa déposition le 5 novembre dernier devant le nouveau procureur chargé du cas, Leopoldo Zeissig, qui remplace l'ancien procureur exilé Celvin Galindo. Selon sa déclaration, la faction G-2 de l'intelligence militaire espionnait l'évêque depuis 1996.



Le témoignage d'Oscar Chex Lopez, ex-membre de la G-2 pour l'intelligence militaire de 1989 à 1996, tend à confirmer le mobile politique du meurtre de l'évêque. Chex dit avoir été personnellement chargé de l'écoute téléphonique des appels de Mgr Gerardi.

Il a entre autres révélé que son service était responsable du secteur religieux et espionnait d'autres hommes de robe de l'Église catholique, tout comme diverses associations ou individus travaillant pour la défense des droits de la personne, pour le processus de paix ou simplement pour la gauche, tels la récipiendaire du prix Nobel de la paix Rigoberta Menchú, la députée gauchiste Rosalina Tuyuc, Mgrs Juan José Ramazzini, Julio Cabrera et Rodolfo Quezada Toruño. Le témoin dit avoir en sa possession la transcription de nombreux appels téléphoniques sous écoute.

Après avoir déclaré devant le procureur chargé de l'affaire, le nouveau témoin présenté par l'Organisation des droits de la personne de l'archevêché (ODHA) a lui aussi fui le pays avec sa famille.

Le 13 octobre dernier par ailleurs, alors que personne ne s'y attendait, le père Mario Orantes ajoutait son nom à la longue liste de témoins et de magistrats partis en exil. Son avocat a expliqué que le prêtre catholique, qui avait figuré parmi les suspects du meurtre de Gerardi mais qui avait été relâché faute de preuves, était victime de menaces et d'intimidation.

Afin de faire avancer l'enquête, la révision des archives personnelles de 21 employés de l'État major présidentiel (EMP) a été demandée par la deuxième juge de première instance, Flor de María García Villatoro, et devrait être livrée d'ici le 14 décembre prochain. On présume qu'il s'agira là de la dernière preuve présentée avant le procès lui-même. Cette procédure fera

suite à une longue série de témoignages, d'analyse d'ADN et d'autres preuves, dont une partie furent perdues ou endommagées « accidentellement » durant l'investigation.

Mentionnons d'autre part que des centaines de lettres, provenant de multiples pays d'Amérique, d'Europe et d'Asie, ont été adressées au président de la république, Alvaro Arzú, afin de lui manifester la préoccupation de la communauté internationale devant le retard qu'accuse le traitement de l'affaire Gerardi et l'exil des témoins et des magistrats hors du pays.

Mais pour l'ODHA, « il n'existe pas de volonté politique » de résoudre le meurtre du prélat. Mynor Melgar, conseiller légal de l'organisation, a dénoncé l'attitude passive d'Arzú, qui selon lui tente de couvrir les militaires en empêchant l'investigation des suspects du meurtre. À un an et sept mois du début de l'enquête, Melgar a lancé un appel au prochain gouvernement afin que les responsables de l'assassinat de Gerardi soient jugés au début de l'an 2000.

EX-DICTATEURS SOUMIS AUX TRIBUNAUX ESPAGNOLS?

Guatemala City, le 2 décembre. La récipiendaire du prix Nobel de la paix Rigoberta Menchú Tum et le coordonnateur du Groupe d'appui mutuel pour les familles des disparus (GAM), Mario Polanco, sont actuellement à Madrid en Espagne afin de présenter chacun une demande de jugement contre des militaires et des politiciens guatémaltèques.

Après la rencontre de Polanco, la semaine dernière, avec le juge espagnol Baltazar Garzón, qui a ordonné la capture de l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet, les espoirs des groupes de défense des droits de la personne au Guatemala recommencent à fleurir.

« Au Guatemala, nous continuons de vivre dans l'impunité et les militaires n'ont même pas dit la vérité lorsqu'on leur a demandé de témoigner sur les violations des droits de la personne », a précisé Emilia García, directrice du GAM.

Jamais en effet un seul haut-gradé militaire guatémaltèque n'a été jugé, condamné et emprisonné pour les nombreux crimes contre l'humanité perpétrés par la force d'État durant le conflit armé.

Polanco a présenté à Garzón divers cas de violations des droits de la personne contre des syndicalistes, des étudiants et des prêtres pour étayer ses accusations de génocides, meurtres d'enfants, enlèvements, massacres et viols commis durant les régimes militaires de Kjell Langerud (1974-1978), Lucas García (1978-1982), Efraín Ríos Montt (1982-1983) et Oscar Mejía Víctores (1983-1986).

Aujourd'hui, c'est au tour de Menchú de se rendre à Madrid afin de remettre aux tribunaux espagnols tous les documents prouvant que plusieurs ex-dirigeants politiques et militaires guatémaltèques sont coupables de génocide, de terrorisme d'État et de torture commis durant la guerre interne qui a sévi au pays durant 36 ans.

Selon le communiqué de presse émis par la Fondation Rigoberta Menchú, la dénonciation vise à faire justice aux 200 000 victimes du conflit armé, plus particulièrement en regard des atrocités dont a souffert la communauté maya. Elle s'appuiera sur les témoignages et les conclusions du rapport « Plus jamais » livré par Monseigneur Juan Gerardi en 1998 pour le Projet de récupération de la mémoire historique de l'Archevêché (REMHI), et sur le « Mémoire du silence » de la Commission pour l'éclaircissement historique (CEH).

« Il existe de nombreuses preuves et témoignages démontrant que l'armée du Guatemala a identifié plusieurs communautés du peuple maya comme l'ennemi interne qu'il faut détruire », pouvait-on lire dans le communiqué. « La plus terrible expression de ces opérations militaires demeure les 626 massacres et la destruction de centaines de villages réalisés entre 1960 et 1983 ».

« La dénégation systématique de la justice, le manque d'impartialité des juges et la corruption permanente dans le système légal (au Guatemala) constituent les bases qui fomentent l'impunité (...) et pour autant nous recourons aux tribunaux espagnols pour que justice soit faite » contre les responsables de génocide au pays, a conclu la directrice de la Fondation Menchú, Claudia San Mayor.

LA FIN DE L'HEBDO DU GUATEMALA?

Pour la publication de ce bulletin, la parution de l'Hebdo du Guatemala (CERIGUA) en français nous a toujours été d'un grand secours. Cette source d'information que nous n'avions pas à traduire nous permettait de vous transmettre les nouvelles directement dans ce bulletin. Par manque de financement, les sections francophone et anglophone doivent fermer leur porte. Nous reproduisons ici un extrait de l'appel que lance CERIGUA pour sa survie.

Chers amis,

Nous avons le très grand regret de vous annoncer l'imminente fermeture de la section internationale de CERIGUA, responsable de la publication de l'Hebdo du Guatemala.

Durant ces années de lutte pour donner la parole aux paysans, aux indigènes, aux travailleurs, aux femmes et à tous ceux à qui les médias traditionnels la refusaient, CERIGUA a certes traversé de nombreuses crises. Aujourd'hui, il est d'autant plus préoccupant de devoir renoncer à notre mission dans un contexte où un parti de l'extrême-droite, responsable des mesures de répression les plus sanglantes du conflit armé, s'appête à prendre le pouvoir et menace la démocratie et la paix au pays.

En dernier recours, nous nous tournons vers vous tous, afin de solliciter, encore une fois, votre aide. Si vous avez connaissance que votre ONG ou une autre organisation pourrait éventuellement financer l'un ou plusieurs des trois salaires qui nous permettraient de poursuivre nos activités, nous vous prions de bien vouloir nous en informer dans les meilleurs délais.

Nous voulons par ailleurs profiter de cette occasion pour vous remercier de votre soutien, de vos commentaires d'encouragement et de votre solidarité qui nous furent extrêmement précieux pour nous aider à traverser les moments plus difficiles.

Ileana Alamilla
Directrice

Julie Bégin
Section internationale

Nous voulons profiter de cette période de fin d'année pour vous souhaiter de **JOYEUSES FÊTES!**

Un joyeux Noël et une Heureuse Année 2000!



L'équipe du PAQG

Abonnez-vous au Bulletin

Ce bulletin du Projet Accompagnement QG est le seul à vous tenir au courant des dernières nouvelles au Guatemala, ou presque, **Encouragez-nous à le produire!**

Pour le recevoir 6 fois par année, faites-nous parvenir un chèque au nom de: **CRNV Projet Accompagnement Québec-Guatemala**, il ne vous en coûtera que \$10 par année

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

tél. (maison): _____ tél. (travail): _____

Courriel: _____

Merci de votre soutien!



Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif de vous informer sur le Guatemala en général, et sur le Projet Accompagnement Québec-Guatemala. Toute personne intéressée à y participer peut nous contacter au: (514) 495-3131

Ont participé à la réalisation de ce numéro:
Textes: Marie-Hélène Côté, Marc Drouin, Suzy Potvin, Charles Gaucher, agence Cerigua, mise en page: Amélie Binette
correction: Suzy Potvin, Rodolfo Hernandez, BD: Miguel Hernandez, 11 ans.

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala est un groupe de solidarité qui offre un appui aux populations autochtones ayant survécu à la répression des années 1980, en offrant une présence lors de l'exhumation de cimetières clandestins, et auprès de témoins lors des procès intentés contre les responsables des massacres.

Le travail du PAQG comprend 4 volets: accompagnement physique au Guatemala; sensibilisation et éducation au Québec; actions urgentes et pressions politiques.

Projet Accompagnement Québec-Guatemala,
6648 St-Denis,
Montréal, Qc, H2S 2R9
Tél.: (514) 495-3131
Fax: (514) 495-7965
Courriel: paquando@web.net

Université de Montréal:
Tél.: (514) 340-7175

À Québec:
320 St-Joseph est, C.P. 51086
Québec, Qc, G1K 8Z7
Courriel: paqgquebec@yahoo.com

Au Guatemala:
Proyecto Acompañamiento Québec-Guatemala
7a Avenida 8-56
Edificio El Centro, Oficina 14-19, Zona 1
Guatemala Ciudad, C.A.
Tél.: 502-251-7557
Fax.: 502-253-3131
Courriel: paqg@infovia.com.gt